



MONUC
Revue de presse

4 mars 2003

A un jour de la date butoir des travaux des commissions techniques du dialogue inter congolais à Pretoria, les journaux kinois de ce 4 mars 2003 alternent pessimisme et optimisme quant à l'issue de ces concertations.

LE PHARE annonce que *"la journée d'hier a marqué un tournant décisif dans le difficile cheminement des négociations inter congolaises vers le consensus"*. Selon le journal, à l'issue des consultations des membres des deux commissions (armée et constitutionnelle) avec la médiation, *"quinze minutes ont suffi pour régler les derniers détails en rapport avec les questions militaires tandis que le débat sur les matières constitutionnelles a pris 3 heures et quinze minutes"*. Le quotidien rapporte que *"l'une des avancées notables enregistrées au plan militaire est l'acceptation, par la majorité des experts, du principe de la mise en place d'une force neutre chargée de sécuriser les institutions et les animateurs de la Transition"*. Il précise que le contingent de cette force devrait être constitué de 3200 hommes à déployer à Kinshasa ainsi que dans les principales villes. *"Des effectifs supplémentaires pourraient se greffer à cette force neutre selon les besoins"*, ajoute le quotidien.

LA TEMPETE DES TROPIQUES indique que cette proposition de la médiation qui préconise 3.200 hommes de troupes pour sécuriser Kinshasa et un état-major intégré de la nouvelle armée, dirigé par un officier des Fac assisté d'un officier du RCD et d'un autre du MLC, a été déjà acceptée par le MLC. *"La réaction du RCD, bien que non encore exprimée, ne pourra qu'aller dans le même sens que celle du MLC, les deux mouvements étant sur le point d'obtenir la démilitarisation en douceur de Kinshasa"*, estime le quotidien.

Mais LE REVELATEUR annonce que le gouvernement a rejeté le déploiement d'une force internationale à Kinshasa. *"La délégation de Kinshasa est restée intransigeante concernant le déploiement d'une force internationale neutre à Kinshasa...s'en tenant à la seule force de police intégrée et à la présence des unités de protection rapprochée"*, écrit le quotidien, ajoutant que Kinshasa a également refusé catégoriquement l'idée de voir le président de la République prêter serment une nouvelle fois, conformément au projet de Constitution qui prévoit notamment qu'avant leur entrée en fonction, le Président de la République et ses quatre vice-présidents prêtent serment devant la Cour Suprême de Justice. Pour le gouvernement, *"le président de la République ayant été reconnu par toutes les parties à la crise pour conduire la transition, il n'a plus à prêter serment une nouvelle fois"*, rapporte le quotidien.

LE POTENTIEL, estime que le gouvernement est en mauvaise posture, *“étant la seule composante opposée à deux dispositions acceptées par toutes les autres composantes...”*. Face à cette position du gouvernement, *“une certaine inquiétude se dégage parmi les délégués à Pretoria, le gouvernement pouvant à tout moment bloquer le processus en réaction à cette évolution des choses”*, note le quotidien.

L'AVENIR qualifie le projet de constitution proposé par la médiation de *“bombe-constitution”* qui *“apporte plus de confusion que de lumière attendue”*. Le journal voit en cette constitution *“un coup d'Etat contre Joseph Kabila, planifié par Moustapha Niasse, en complicité avec les deux mouvements rebelles”*.

LE PALMARES propose la même analyse, en indiquant que *“le projet de constitution de la transition (est) une petite bombe qui peut exploser à tout moment”*.

Fin imminente du dialogue inter congolais ce 15 mars, annonce pour sa part LA REFERENCE PLUS, se faisant l'écho des révélations de Masire (Facilitateur du dialogue inter congolais) à Museveni (Président ougandais). Le journal rappelle que les deux hommes se sont rencontrés le week-end dernier à Kampala. Le Facilitateur aurait révélé que *“la fin du dialogue est imminente”*. Il s'agira, au cours de la dernière plénière qu'il présidera, de *“réconcilier les filles et les fils de la RDC en guerre depuis 1998...”*, a-t-il déclaré.

Par ailleurs, LA TEMPETE DES TROPIQUES annonce un apaisement de la situation à Bunia, après la tension qui y a prévalu suite à l'assassinat de deux soldats de l'UPC attribué à certains éléments de l'armée ougandaise. *“Il a fallu l'intervention des émissaires de la Monuc pour calmer les esprits dans cette ville de l'est de la province orientale”*, rapporte le quotidien.

Dans la même région, le RCD et le MLC se disent surpris par le silence de la communauté internationale, suite au massacre de 300 personnes après l'attaque sur Bogoro menée, selon Thomas Lubanga de l'UPC, par *“l'armée du gouvernement de Kinshasa et son allié le RCD-ML”*. Le RCD demande au *“Secrétaire Général de l'ONU et au Conseil de Sécurité d'obtenir urgemment le désengagement des régiments des Fac du Nord-est de la RDC, ainsi que le retrait total des troupes étrangères”*, tandis que le MLC, qui se dit étonné par le peu de réaction de la part de la Monuc, réclame *“de façon urgente la mise en place d'une commission d'enquête sur ces graves violations des droits de l'Homme afin que les responsables soient traduits devant la justice internationale”*.
